

ABCR (*Association Biterroise Contre le Racisme*) – ASAV (*Association pour l'accueil des voyageurs*) – ASET 93 et ASET 78 (*Aide à la scolarisation des enfants tsiganes*) – C.L.A.S.S.E.S (*Collectif Lyonnais pour l'Accès à la Scolarisation et le Soutien des Enfants des Squat*) – CCPS (*Comité de Coordination Pour la Promotion et en Solidarité des communautés en difficulté*) – Comité d'Aide Médicale – Fédération Ligue des Droits de l'Homme de Seine St Denis – FNASAT-Gens du voyage – Hors la rue – Association de Solidarité avec les Familles Roumaines – Réseau Solidarité Roms Saint-Etienne – Médecins du Monde – MRAP 93 (*Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples*) – Romeurope 94 – URAVIF (*Union régionale des associations voyageurs d'Ile-de-France*)

Le 26 mai 2009

**Les associations dénoncent la maltraitance
infligée aux Roms de Seine St Denis :
une fois de plus, les problèmes sont déplacés, la détresse humaine accentuée**

Au drame qui a coûté la vie à un enfant samedi à Bobigny, la Préfecture de Seine-Saint-Denis a répondu ce matin par l'expulsion des familles.

Depuis des mois, les associations interviennent auprès de ces familles notamment pour le suivi médical et la scolarisation des enfants.

Samedi 23 mai, suite de l'incendie survenu ce jour, les familles ont été hébergées provisoirement dans un gymnase dans la commune de Bobigny. La Préfecture s'est engagée à organiser une table ronde pour « faire le point avec les élus nationaux et locaux sur la situation des roms dans le département ». Les associations qui réclament cette table ronde depuis des années croyaient avoir été entendues.

Pourtant ce matin (26 mai), sans que personne n'ait été informé, les forces de l'ordre ont expulsé l'ensemble des occupants du gymnase. Seules quelques familles qui ont accepté la proposition de retour humanitaire en Roumanie ont été hébergées à l'hôtel dans l'attente du départ.

Pour toutes les autres, après avoir pour certaines perdu tous leurs biens et leurs papiers d'identité dans l'incendie, il s'agit d'une nouvelle condamnation à l'errance en quête d'un lieu où s'installer, dans le dénuement le plus total.

A l'heure où ce communiqué est diffusé, les familles qui ont tenté de s'installer sur un terrain à Gennevilliers, ont été une nouvelle fois expulsées par la police.

Comme nous l'avons déjà dénoncé à plusieurs reprises, cette expulsion comme celles qui l'ont précédée entraîne des ruptures de soins et de suivi médical, notamment pour les femmes et les jeunes enfants (dans ce groupe, une femme atteinte de sclérose en plaque, trois femmes enceintes, une femme ayant eu une césarienne suivie quotidiennement pour surinfection de sa cicatrice, un enfant né prématuré âgé de trois semaines, un bébé de deux mois avec des problèmes cardiaques, un bébé de trois mois avec luxation congénitale de hanches en attente d'intervention...)

Enfin, cette expulsion implique la fin prématurée de la scolarisation pour 20 enfants scolarisés à Bobigny, qui ne pourront probablement pas finir l'année scolaire.

Les associations demandent de mettre fin à toute expulsion sans solution de relogement notamment pour les femmes et les enfants, condition essentielle pour assurer un suivi social et médical, condition essentielle pour qu'un tel drame ne se reproduise pas.

Elles demandent aussi que soit mise rapidement en place une réflexion de toutes les parties concernées afin de rechercher de façon collective et solidaire, chacun à son échelle, des solutions dignes et durables pour ces populations.

Contact presse :

Annabelle Quénet - Médecins du Monde
Tél. 01 44 92 14 32